

R.MARCHAL

MINE DE *Ruhengeri*

Contrat No *1 Catégorie B* . . . du *1 nov. 1954*
MARCHAL R. ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Ruhengeri* pour un terme de 300 jours commençant le *1 nov. 1954* et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de *6.10* . . . ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
 - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Oeuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à le jour du mois
de mil neuf cent cinquante.

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

Ruhengeri



10441

CONTRAT N° I .-CATEGORIE B.- DU 1 NOVEMBRE 1954.-

N°.	NOM.	PERE.	MERE.	S/CHEF.	CHEF.	EMPREINTE.
I852.	BUKOKEYE.	SEKIBIRO.	CYIHUYE.	SEMPABWA.	KALIMA.	
I968.	IBYINANARYO.	RWATAMBUGA.	NYIRAMANYWA.	" "	"	
I997.	MPONARUZA.	NTAMBARA.	MARUHO.	" "	"	
I551.	NTAWUMWANGA.	SEBUTAMA.	NYIRABOGO.	KAGORORA.	"	
I893.	NUBAHA.	SINAMENYE.	NTABWUME.	" "	"	
2000.	BAZHIGURUBUSA.	BAZIRWAMO.	NTAMUKIZA.	" "	"	
2036.	RUMENERANGABO.	HABIMANA.	BWERERI.	" "	"	
I974.	NDARUMEZE.	KIBANO.	NYIRANZOGA.	RWIHAMAGIGA.	"	
I979.	NDENGEJEHO.	GAHAGO.	NYIRABUGUZI.	" "	"	
I982.	BISANGABAGABO.	MUVUNYI.	NYIRABIIYOGA.	" "	"	
2002.	GACAMANZA.	MAKAZA.	BAHOGORE.	" "	"	
I924.	RYARABUZE.	MAHARI.	BARAYAGWIZA.	TUMBANYIA.	"	
2099.	MAYOGA.	MUHABURA.	NGIRABATWARE.	" "	"	
I896.	RYARABUZE.	BAHIMINTATI.	NYIRARUBONA.	" "	"	
I903.	RUKERA.	MIRYIANGO.	NYIRANTOKI.	" "	"	
I885.	BAHIGIRA.	MUTABAZI.	NTAMUTURANO.	SEMANONKO.	"	
I778.	RUGIRACYANE.	BARIHUTA.	NYIRANZOGA.	RWATANGABO.	"	

R.MARCHAL

MINE DE

Contrat No

III. Catégorie I

du. 1 Novembre 54.

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, a son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifunwe pour un terme de 300 jours commençant le 1^{er} Nov. 1954 et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7.10. ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
 - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Oeuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à le jour du mois
de mil neuf cent cinquante.

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

CONTRAT N° III. CATEGORIE.I.-DU 1 NOVEMBRE 1954.-
=====

N°.	NOM.	PERE.	MERE.	S/CHEF.	CHEF.	EMPREINTE.
353.	NTARI.	NTUNGIYEGO.	NYIRAZIMANO.	RWIHAMAGIGA.	KALIMA.	
572.	MPABANYANGA.	BAHOZA.	NYIRABUKARA.	"	"	"
531.	BARUMWA.	MUHUNGU.	NZAHINO.	"	"	"
695 .	KABERE.	NTAMASAMIRO.	NYIRABUTAGWIRA.	"	"	"
589.	SEBARIWABO.	NKENZABO.	NYIRAMBEBA.	KAGORORA.	"	"

R.MARCHAL

MINE DE Kifurwe

Contrat No III Catégorie H . . du 1 Nov. 1954
MINE DE KIFURWE - MINE DE KIFURWE - MINE DE KIFURWE - MINE DE KIFURWE - MINE DE KIFURWE

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1 Nov. 54 et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7.50 . . ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
 - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après deduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à le jour du mois
de m^e neuf cent cinquante.

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

CONTRAT N° III.CATEGORIE H.- DU 1 NOVEMBRE 1954;-

N°.	NOM.	PERE.	MERE.	S/CHEF.	CHEF.	EMPREINTE.
789.	BYANDAGARA.	NAKABONERANO.	NZIZO.	RWATANGABO.	KALIMA.	
945	NYANTUNTU.	MUTABAZI.	NYIRAKAMEGERI.	KALIMA.	"	
726	NYANDWI.	GAHURO.	NYIRANDIHE.	KINYONI.	"	
960.	MVUTSEHE.	RUBINDI.	NYIRATUGURU.	KAGORORA.	"	
1013.	BANANIRA.	HAKIZUMWAMI.	NTAKAVURO.	NKUNDIYE.	"	

R.MARCHAL

MINE DE *Kifunwe*

Contrat No II *Catégorie D* . . du *1. Nov. 1954*
~~MINISTRE DES MINES ET DE L'INDUSTRIE~~

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Kifunwe* . . . pour un terme de 300 jours commençant le *1. Nov. 1954* et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de *1.20* . . ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
 - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après deduction du coût du livret, à l'Oeuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à le jour du mois
de mil neuf cent cinquante.

L'Administrateur de territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

CONTRAT N° II CATEGORIE D.- DU 1 NOVEMBRE 1954.-
=====

N°.	.NOM.	PERE.	MERE.	S/CHEF.	CHEF.	EMPREINTE.
I420.	KOMBO.	RUSAZA.	NTARAMAMIRO.	KINYIONI.	KALIMA.	
I410.	NTIBANIRENDERA.	MABARIRE.		"	"	"
I462.	MAGAYANE.	BUGWANZIRA.		KAGORORA.	"	
I405.	BAZIBAERA.	MUNYANGEYO.		RWIHAMAGIGA.	"	

NAME DE Kifurwe

du. 1. novembre 54

[illegible]

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Refuse* pour un terme de 300 jours commençant le *1. nov. 54* et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2.Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposees par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles designees à l'art.10.-

Art.3.3'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 420. ce salaire étant liquide mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4.L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît a l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
 - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
- 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Oeuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à le jour du mois
de mil neuf cent cinquante

MARCHEL, R. ou son Délégué,

CONTRAT N° II. DU I NOVEMBRE 1954.- CATEGORIE C.-

N°.	NOM.	PERE.	MERE.	S/CHEF.	CHEF.	EMPREINTE.
...I.	MVUGARUTWA.	HABIRIMANA.	BASHASHE.	Ewihamagiga.	KALIMA.	
I636.	RUZIGA.	BIYONDO.	MURANUMWE.	"	"	"
I674.	MUNYIARUZERERO.	RWJEKARE.	NYIRANSEKUYE.	SEMANONKO.	"	"
GASIMBA. I688.	MUGABO.	NDAYARIWE.	"	"	"	"
I595.	NGANGO.	KANYARUTOKE.	MATEMANE.	KAGORORA.	"	"

R.MARCHAL

MINES de KIFURWE

MINES DE RUANDA

Contrat No 1. *Catégorie A* du 1. NOV 1954
MINES DE KIFURWE

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingenieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Kifurwe* pour un terme de 300 jours commençant le 1. NOV 1954 et prenant fin le Les absences en description, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 6.70 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
 - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Oeuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à le jour du mois
de mil neuf cent cinquante.

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

CONTRAT N° I.CATEGORIE A.- DU I NOVEMBRE 1954.-
=====

N°.	NOM.	PERE.	MERE.	S/CHEF.	CHEF.
2069.	NDITUNZE.	SIMPENZWE.	NYIRAMIRAMA.	RWIHAMAGIGA.	KALIMA.



R.MARCHAL

MINE DE

Kifurwe

Contrat No

II

Catégorie F

du

1 Nov. 1954

~~MARCHAL, ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,~~

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Kifurwe* pour un terme de 300 jours commençant le *1 Nov. 1954* et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de *720* ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
 - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à le jour du mois
de mil neuf cent cinquante.

[Signature]

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

CONTRAT N° II. CATEGORIE F.- DU 1 NOVEMBRE 1954.-

N°.	NOM.	PERE.	MERE.	S/CHEF.	CHEF.	EMPREINTE.
II23.	SEMAJYERI.	BIYORWA.	NTAMASHAKIRO.	RWIRAMAGIGA.	KALIMA.	
II45.	SEMAGURIRO.	BATENDERANA.	SERUTSATSI.	"	"	"
II88.	SEMANYANA.	SEBUTAMA.	NYIRARUBENGA.	"	"	"
II99.	BARYORAKABO.	NDARIBITSE.	NTARANGANA.	"	"	"
I219.	NTIRIVUNWA.	RWUPAFURONE.	PARABWIRIZA.	"	"	"
I221.	SEMAFURUMBA.	KABEBA.	NYIRAKIGWENE.	"	"	"
I237.	MUNYARUKIKO.	RWAMABO.	BAHEZA.	"	"	"
I241.	MUNYAZESA.	KAYOGI.	NDAYAHIZE.	"	"	"
IO27.	SEMAHANE.	CYIZA.	NYIRABASENGO.	KAGORORA.	"	"
II07.	MUSHOKAMBERE.	BIRIHANZE.	NYIRAMBIBI.	"	"	"
II91.	NSAPAKWIRA.	NUNGUBUHARI.	NYIRABYATSI.	"	"	"
I206.	SINGIRANKABO.	BAZARIROHA.	NYIRAMAPFA.	"	"	"
I214.	NTAKIRANDE.	NIKOBATUYE.	NYIRABIKINYERI.	"	"	"
I218.	NTORANYI.	NSHAKIRAHE?	NTAWURIRA.	UTUMABAHUTU.	"	"
I264.	KABARE.	BITOTANGO.	NYIRAMKAMYIE.	SEMPABWA.	"	"
II51.	BAZIRA.	SEBURIRI.	NYIRAMAJERI.	KINYIONI.	"	"
I811.	SEBIJUMBA.	MUKOCO.	NYIRAMUJARI.	SEMANONKO.	"	"

[illegible]

921/0340/8
4/12/54.
R. MARCHAL

MINES DE

MINES de KIFURWE

RUANDA

Contrat No I. Catégorie. A. du 1^{er} décembre 1954

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1^{er} décembre et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixe par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 6.40 ce salaire étant payé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
 - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à Kifurwe le 1^{er} jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante quatre

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

R.MARCHAL

MINES de KIFURWE
MINE DE RUANDA

Contrat No I Catégorie B . . du 1^{er} décembre 1954
MINISTRE DES MINES : MARCHAL ROBERT INGENIEUR DES MINES, CI-APRES DENOMME

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingenieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe . . . pour un terme de 300 jours commençant le 1^{er} décembre 54 et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 6, 10 fr ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
 - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Oeuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à Kifurwe . . le 1^{er} . . . jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante quatre

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

MINE DE RUANDA

Contrat No II Catégorie C . . . du 1^{er} décembre 1954

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Le Ferme* pour un terme de 300 jours commençant le *1^{er} décembre 54* et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2.Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposees par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles designees à l'art.10.-

Art.3.L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,20 fr. ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4.L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:

- 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
- 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à Rifurme ... le 1er ... jour du mois
de decembre mil neuf cent cinquante quatre.

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

R. MARCHAL

MINES de KIFURWE
RUANDA
MINE DE

Contrat No II Catégorie D . . . du 1^{er} décembre 1954-
MINES DE KIFURWE - RUANDA - MINE DE

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe . . . pour un terme de 300 jours commençant le 1^{er} décembre 54 et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixe par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,20 fr. ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:

- 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
- 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à Kifurwe . . . le 1^{er} . . . jour du mois de décembre . . mil neuf cent cinquante quatre .

L'Administrateur de territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

R. MARCHAL

MINE DE

MINES de KIFURWE

RUANDA

Contrat No II Catégorie F. du 1^{er} décembre 1954
MINISTRE DES MINES ET DE L'INDUSTRIE - MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS - MINISTRE DE L'INTERIEUR

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1^{er} décembre et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 220 fr. ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
 - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à Kifurwe le 1^{er} jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante quatre

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

R. MARCHAL

MINE DE

Contrat No II Catégorie F du 1^{er} décembre 1954
 MARCHAL R. M. - MINISTRE DES MINES ET DE L'INDUSTRIE - KIGALI

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI:

Art. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1^{er} décembre 54 et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.-

Art. 3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 4,20 fr. ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
- 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
- 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à Kifurwe le 1^{er} jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante quatre.

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

R. MARCHAL

MINES de KIFURWE

MINE DE RUANDA

Contrat No III. Catégorie C. du 1^{er} Décembre 1954 -
~~MINES DE KIFURWE - MINE DE RUANDA - MINE DE KIFURWE - MINE DE RUANDA - MINE DE KIFURWE - MINE DE RUANDA~~

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1^{er} Décembre 1954 et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 4,40f ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
 - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
- 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à Kifurwe . . le 1^{er} . . . jour du mois de Décembre mil neuf cent cinquante quatre .

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

R. MARCHAL

MINE DE

Contrat No. III . Catégorie 4 . . . du 1^{er} decembre 54 -
MINISTRE DES MINES ET DE L'INDUSTRIE

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe . . . pour un terme de 300 jours commençant le 1^{er} decembre et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 470p . ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
 - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à Kifurwe . . le 1^{er} . . . jour du mois de decembre m. i neuf cent cinquante quatre .

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

R.MARCHAL

MINES DE

Contrat No III Catégorie II du 12 décembre 1954 -
MARCHAL R. ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe . . . pour un terme de 300 jours commençant le 12 décembre 54 et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,40 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
 - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après deduction du coût du livret, à l'Oeuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à Kifurwe le 12 jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante. quatre.

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

R.MARCHAL

MINES de KIFURWE
MINE DE RUANDA

Contrat No III Catégorie I-K : du 1^{er} décembre 1954.
~~MINES DE KIFURWE - MINES DE KIFURWE - MINES DE KIFURWE - MINES DE KIFURWE - MINES DE KIFURWE~~

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1^{er} décembre 54 et prenant fin le Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,40f. ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
 - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
- 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
 - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Oeuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à Kifurwe . . le 1^{er} . . . jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante quatre.

L'Administrateur de territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

CONTRAT N° I. Catégorie A.-du 1er NovemDécembre 1954.-

N°. NOM. PERE. MERE. S/CHEF. CHEF. Empreinte.

2075.RUSANGIZA.NTAZISIGWA.NYIRAGAHINDA.RWIHAMAGIGA.KALIMA.

2070.KINIGAMAZI. BARIGASA.NTAMUHE. KINYIONI.

CONTRAT N° I.CATEGORIE B. du 1er Décembre 1954.-.

I629.RIMENYANDE.NTIZI.NYIRANDUSHYI.TUMBANYIA.KALIMA.

I929.BUKWARE. MUNYIANSANGA. KABERA. " " "

I911.BARIHUTA.BANZI. NTAWIHA. RWATANGABO. "

I973.HISHAMUNDA.CYIZA.NYIRARUHUNGO. " " "

I452.NKIZAMACUMU.NDAZIGARUYE.NTAKAVURO.SEMANONKO.KALIMA.

I547.AKORUHANGO.BARIYENDERA.NYIRABAHINZI." " "

I898.NZAKIRA. MAGUMIRWA. KAMUGISHA. KINYIONI. "

I944.MUSHAKAMBA.BURINI. CYIZA. " " "

2001.MUJINYIA.NZABASANGA. NTAMEGOMO. RWIHAMAGIGA."

2007.KARIMBANKANA.BINEGU. NYIRAKAMANZI. " " "

I984.MABARIRE. BISOGO.NYIRANZUKIRA.. " " "

I985.MABURANTURO.MAGUMIRWA.NYIRABANZI " " "

I992.RURIBIKIYE.BINGWERA.NYIRAMAKUMI. " " "

I606.NZASABHANDI.GIRUKWAYO.NYABIGEGA. KAGORORA. "

I901.NTUYAHAGA. NDAHAWEJE. BANYANA. " " "

I976.BWIGIGE. MAHATANE. NYIRANGIRE. UTUMABAHUTU. "

I928.KAZAZEJO.MPORABANANZI.NTAYOBATANDEMA.Nkundye."

CONTRAT N° III. CATEGORIE I. Du 1er Décembre 1954.-

N°.	NOM.	PERE.	MERE.	S/CHEF.	CHEF.	Empreinte.
-----	------	-------	-------	---------	-------	------------

613.MBUSEHOSE.BIHARIRO.BAKIZA. RWIHAMAGIGA. kalima;

732.SINABAJIJE.BENDA.BAVAKURE. " " "

7.MBURANUMWE.SIRAGUMAGATAME. RWATANGABO. "

608.SEBISWI.NTAMAKIRIRO.NYIRANGUNGURU. " "

220.RWAMBIBI.BIRAGO.NYIRAMICACA. KAGORORA. "

669.RWAHIRIRO.BAKUNDINKA.NYIRABICAMARI. " "

778.SEBIRIMBWA.NDABAKABIJE NYIRABIKENYIERI. " "

748.RUPFUYEKUBAHO.KANYENGABO.NYIRABAYAZANAN.NKUNDIYE.

588.MIRASANO.BIGIRUKWAYO.GATOTO. SEMANONKO. KALIMA.

CONTRAT N° II. CATEGORIE F.-DU 1er Décembre 1954.-

N°. NOM. PERE. MERE. S/CHEF. CHEF. Empreinte.

II31.MATEZANYA.MAKWANDI. MUNDANIKURE. RWIHAMAGIGA.KALIMA.

II73.KANAHEREGE.SEBUTURU. NTAYAKO. " " "

II98.BUKAKARI.BANANIYE. NYIRABASHINGWE. " " "

I210.RUHANAINKAKA.NKOKO.NYIRANDEZE. " " "

I246.BIZEYIKI.MAYIRA.NYIRABUSHEKI. " " "

2010.MWARUGURU.MUNIANDOHA.NZANGANDE? KAGORORA. "

IO92.SENKEREKERE.RUHONDOGO.NYIRARWAMO. " " "

II97.BAZINANIRWA.RUTAGANDA.NYIRABUTURU. " " "I215.

I215.SEBUKWENGERI.BAHUNINYURWA.KARUBANZA. " " "

II70.NTUYENABO?SEBISHARI. NTAMUKIZA. NKUNDIYE. "

I204.BARASHUKANA.SEBINYENZI.NTIHABUBWO. KALIMA. "

CONTRAT N° III. CATEGORIE J.K. Du 1er décembre 1954.-

N°.	NOM.	PERE.	MERE.	S/CHER.	CHEF?	Empreinte.
205.	SEBUTAMA.	ZIRABESHIA.	NYARANDIRO.	KAGORORA.	KALIMA.	
357.	KAMANZI.	NTIBABAZA.	NYIRAMABUNBA.	" "	"	
376.	NDUGUYE.	SENTURO.	GASHOZI.	" "	"	
227.	NKUNDIYE.	BISENGE.	NGUYINSHURU.	RWIHAMAGIGA.	"	
226.	MASERA.	RUDIRE.	BAHEZA.	TUMBANYA.	"	
323.	RWAMAKUBA.	BAHUFITE.	NYIRANGISARAGWA.	SEMANONKO.	"	
139.	NYIRINGABO.	GAHANGA.	BWERERI.	SEKANYAMBO.	"	
522.	NUMVAGWA.	BUKUNURA.	BASEKE.	ZIMULINDA.	"	
26.	BIGEGA.	BIRUSHIBAGABO.	NYIRANKUMBUYE.	KAGORORA.	"	
56.	NDIBWAMI.	RWAMBIBI.	NYIRAREBERO.	" "	"	
130.	RUKANUYE.	GASHONGORE.	NYIRARUHARA.	" "	"	
214.	BANKANGIRA.	NTUNGURU.	MPAGAZARE.	" "	"	
418.	GAHAMANYI.	NTIRYICA.	BAHIMYENDE.	" "	"	
29.	GAHAKWA.	RUWAMWABO.	BAVAKURE.	RWIHAMAGIGA.	"	
121.	NTAWINYIGA.	HABYARIMANA.	BASASA.	" "	"	
144.	NKUBANE.	BISENGE.	KAYISHURA.	" "	"	
254.	BAMENYA.	NTIRIERA.	BAMPORIKI.	" "	"	
260.	NDABAKABUYE.	NUVUHAKWA.	NYIRABIATSI.	" "	"	
264.	VUNABANDI.	NTIRIKWENDERA.	MAVUGWA.	" "	"	
482.	SEMIKAMO.	SANVURA.	NYIRAMBUNGIRA.	ZIMULINDA. ;	"	

CONTRAT N° III. CATEGORIE G. du IER décembre 1954.

N°.	NOM.	PERE.	MERE.	S/CHEF.	CHEF.	Empreinte.-
-----	------	-------	-------	---------	-------	-------------

043.	NTAHONVUYE.	HABYARIANA.	BAKUNDINKA.	RWIHAMAGIGA.	KALIMA.	
------	-------------	-------------	-------------	--------------	---------	--

070.	RWOKOYE.	BINGWERA.	NYIRAMAKUMI.	"	"	"
------	----------	-----------	--------------	---	---	---

047.	SENTASHIA.	NDENGO.	NYIRAGATWAGAZI.	KAGORORA.	"	
------	------------	---------	-----------------	-----------	---	--

061.	KAREGEYA.	KANYANDEKWE.	CYERA.	"	"	"
------	-----------	--------------	--------	---	---	---

058.	NTARURASHIRA.	RWUBAKUBONE.	NYIRASHIRAMBERE.	RWATANGABO.	KALIMA.	
------	---------------	--------------	------------------	-------------	---------	--

CONTRAT N° II. CATEGORIE B. Du 1er Décembre 1954.

N°. NOM. PERE. MERE. S/CHEF. CHEF. Empreinte.

I289. NDABITA. NDABASHUKA. NGAYABATEMA. RWIHAMAGIGA. KALIMA.

~~I309. PANONKO. MUHOGO. MUGOMWIKI. " " "~~

I328. NKUNDA BANYANGA. KALIMA. NYIRABATWA. " " "

I331. MPAMARUGAMBA. MUVUNYI. NYIRANTOKI. " " "

I350. RWANYONGA. BARAKABYA. NYIRABASHI. " " "

I359. NYANGEZI. NTABWENGE. NYIRAMBUZEHOSE. " " "

I275. BISIGATI. SEBIRURU. NTIRIERA. SEMANONKO. " "

I303. MUREMBA. BIGUMANDE. NYIRARUHARA. " " "

I318. BIPFUBUGA. NZORYA. BARIHAMWE. " " "

I326. SEBIRAHU. SEMIRIANGO. NYIRANZIGE. " " "

I293. SEBURO. BARUSHIA. NYIRAMAJYERI. NKUNDIYE. " "

I333. RUGENGAMANZI. BANKANGAHE. NYIRASHAVU. KAGORORA. " "